



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Le développement de la comptabilité agricole

Philippe Richard

Citer ce document / Cite this document :

Richard Philippe. Le développement de la comptabilité agricole. In: Économie rurale. N°81-82, 1969. pp. 111-118;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1969.2074>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1969_num_81_1_2074

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Cette proposition pose évidemment de nombreux problèmes : comment constituer ces bureaux d'études, où les placer, par qui les faire animer... ?

G. Lantin. — Certains participants du groupe ont dénoncé la difficulté d'établir un dialogue effectif entre les chercheurs et la masse des agriculteurs ; d'autres ont constaté qu'une élite des producteurs formait le peloton de tête mais que le gros de la troupe ne suivait pas (2 % adhèrent aux centres de gestion, 1 % aux C.E.T.A., 5 % aux groupes de vulgarisation, a déclaré M. Richard). Il y a un gouffre entre l'élite et la masse a dit M. Faure. On a signalé plusieurs fois une sorte d'inertie qui paralyse les efforts ; enfin, on a suggéré entre les chercheurs et les utilisateurs l'intervention de structures intermédiaires capables de diffuser les connaissances techniques et économiques en un langage accessible à tous.

Tout ceci montre qu'à la source de ce malaise et d'un certain échec, il y a une déficience, un sous développement intellectuel. Hélas ! pourquoi l'enseignement a-t-il tant tardé ?

Est-il possible de combler ces lacunes et quels recours avons-nous ? Voici ma proposition :

1°) Il faut accentuer l'effort de promotion individuelle et collective par une éducation permanente qui sache être assez attractive pour les jeunes et même les adultes jusqu'à 40 ou 50 ans.

2°) Le progrès technique, économique et social devrait être plus largement diffusé. Pour cela il est nécessaire que tous ceux qui sont préposés à cette tâche, les vulgarisa-

teurs de base et les spécialistes, les techniciens de toutes disciplines, aillent jusqu'à l'échelon rural le plus accessible, le plus traditionnel (c'est le canton).

3°) Les corps intermédiaires (syndicats, coopératives, caisses de crédit, mutualité) existent partout jusqu'au niveau de la commune, ils sont en force et de qualité. Tous sont directement associés à la vie économique, ils ont du personnel compétent. Encore faudrait-il que s'institue une coordination de tous ces moyens, qu'une liaison étroite s'établisse avec les vulgarisateurs techniques et économiques et qu'enfin il existe une coordination de tous et une unité de vue sur les problèmes en cause et les solutions à choisir, au lieu d'aller en ordre dispersé, sans lien, sans objectif, sans idéal.

4°) Enfin, je plaiderai pour ma part en faveur de la création dans chaque petite zone rurale (cantonale en général) qui rassemble encore de 500 à 1.000 exploitants, d'un lieu d'accueil (foyer rural, C.F.P.A., centre social, centre agricole qui existent déjà souvent) susceptible d'offrir le confort pour un travail d'information, des moyens audio-visuels, une documentation permanente.

Est-il prétentieux de penser à cette « Université populaire » qui fait merveille en Allemagne, au Danemark ?

En conclusion, il n'y a là rien d'utopique, de tels efforts, de tels investissements matériels et humains sont possibles et rentables. C'est un esprit à cultiver, à débattre. Que les économistes, que les sociologues, que les responsables de l'avenir de l'Agriculture y pensent. Que la S.F.E.R. qui est à ce carrefour émette des idées neuves qui rendront service à l'économie agricole.

LE DEVELOPPEMENT DE LA COMPTABILITE AGRICOLE : COMMENT AMELIORER LA DIFFUSION DES ELEMENTS DE CONNAISSANCE QUI EN RESULTENT ?

par **Ph. RICHARD**

Directeur de l'I.G.E.R.

Seulement 3 % des agriculteurs sont membres des Centres de Gestion et, grâce à cela, bénéficient d'une aide appréciable. Les autres n'en bénéficient pas. Bien entendu ceux-là aussi gèrent leur exploitation. Mais au fur et à mesure que le progrès technologique s'accélère et que les conditions économiques se modifient, la prise de décision, qui est l'essence même de la gestion, devient plus aléatoire si elle n'est pas correctement préparée.

Aussi faut-il considérer comme prioritaire toute action qui permettra de faire bénéficier plus d'agriculteurs des connaissances acquises en matière de gestion des exploitations agricoles. Pourquoi, alors que l'on constate un engouement pour la gestion, aussi peu d'agriculteurs s'inscrivent-ils dans les Centres de Gestion ? Bien sûr, d'abord pour une question financière, une cotisation de 300 à 1 000 F représente une somme relativement importante que tout agriculteur n'accepte pas de payer. Le conseil technique sur la fumure ou sur l'alimentation du bétail se traduit par une augmentation du produit brut, c'est un conseil palpable. Le conseil de gestion, lui, apparaît comme abstrait, il porte sur l'organisation générale de l'entreprise. Tellement de facteurs agissent sur l'économie de l'exploitation qu'il est difficile à l'agriculteur de comparer l'augmentation de revenu et le coût du conseil de gestion.

Sûrement les Centres de Gestion ont, en cette matière, à faire des calculs d'opportunité pour montrer aux agriculteurs l'intérêt qu'ils ont à bénéficier de ce conseil de gestion, car de toute évidence ce conseil est payant.

Mais la raison la plus évidente, c'est que l'agriculteur moyen ne sait pas a priori ce qu'un conseiller de gestion peut lui apporter. Il n'est pas suffisamment motivé à chercher une aide pour mieux remplir ce qu'il considère comme sa fonction essentielle.

Ne faut-il pas profiter plus largement de la mise en route de la T.V.A. et des réformes de la fiscalité directe, pour sensibiliser les agriculteurs aux problèmes de gestion de leur entreprise et ensuite les former à l'usage du raisonnement économique ?

Ainsi, s'il faut souhaiter que les Centres de Gestion s'organisent pour jouer un rôle plus important dans la mise au point de méthodes de Conseils de Gestion, dans l'élaboration de références technico-économiques, il faut également les inciter à toucher, par les moyens appropriés, d'autres couches d'agriculteurs. Mais cette proposition a des limites : ces institutions sont incapables de prendre en charge le million d'agriculteurs susceptibles de bénéficier de leur aide.

LES CONDITIONS D'UNE DIFFUSION PLUS LARGE DES TECHNIQUES DE GESTION

1° La première condition est la formation économique des agriculteurs à la gestion ou, d'une façon plus générale, au raisonnement économique. Cette formation doit être centrée sur la gestion d'entreprise. Bien entendu, l'agriculteur ne peut être ignorant de ce qui se passe au niveau du marché, mais il me semble important que tout ceci soit enseigné à partir des mécanismes internes de l'entreprise.

Plusieurs organisations s'occupent de former les agriculteurs, mais cette formation manque de cohésion et essentiellement de durée. Ce ne sont pas des sessions d'une journée, ce ne sont pas des soirées traitant de tel ou tel problème économique qui peuvent constituer une formation de base. Il y faut en réalité un effort considérable de la part des agriculteurs et de la part de ceux qui organiseront cette formation. L'essentiel est que l'agriculteur sorte de ce cycle de formation doté d'outils de réflexion sur sa propre entreprise.

2° La seconde condition concerne les organismes de commercialisation et particulièrement les groupements de producteurs et les coopératives, ainsi que les organismes

de crédit. Tant qu'ils n'utiliseront pas des méthodes de gestion rationnelle, ces méthodes ne pourront se développer. En définitive, toute amélioration dans l'entreprise se traduit par un investissement, donc un financement, et par une meilleure politique commerciale. Or, Crédit et Coopératives agricoles touchent un grand nombre d'agriculteurs. Il y a là un circuit à travers lequel et par lequel les techniques rationnelles de gestion devraient pouvoir se développer.

3° La dernière condition est d'ordre matériel. Elle consiste à créer une infrastructure d'informatique permettant de renseigner rapidement l'agriculteur aussi bien sur sa situation financière mensuelle ou trimestrielle, que sur sa situation en fin d'exercice, et également sur le plan prévisionnel par le calcul automatique de ses budgets ou par la programmation de ses plans de production. C'est grâce à l'informatique que nous pourrions passer d'une formule relativement artisanale à une industrialisation des diverses opérations qui peuvent l'être, réservant alors au Conseiller de Gestion, au Conseiller d'Entreprise le dialogue au cours duquel l'agriculteur fortifiera ses idées et élaborera ses décisions importantes.

LE ROLE DE LA RECHERCHE

Dès lors, puisqu'il s'agit ici pour nous d'examiner les problèmes que posent les relations entre la recherche, l'enseignement et l'entreprise agricole, il faut insister sur le rôle que les chercheurs peuvent jouer dans ce domaine. Un concept qui fait fortune en ce moment est celui de recherche-développement : sa définition exacte est difficile. Nous allons analyser chacun de ces termes et nous interroger sur leur rapprochement.

Traditionnellement, le chercheur est celui qui aborde un problème nouveau, qui tente de l'expliquer et de lui donner des solutions. Ensuite il va plus loin et s'attaque à un autre problème qui, tout d'un coup, devient nouveau.

Bien entendu, les chercheurs doivent poursuivre dans cette voie. Mais il est un domaine de recherche où nous sommes démunis et qui mériterait que les économistes et psychologues s'associent : c'est celui de la prise de décision individuelle et en groupe.

Ainsi, lorsque l'on a humblement dialogué avec l'agriculteur et qu'au terme de cette démarche une ou mieux plusieurs solutions lui sont proposées, quel découragement saisit le Conseiller lorsqu'il constate qu'aucune décision n'est prise. Que dire alors du comportement de l'agriculteur devant les modèles d'exploitations, ou plus simplement encore de données technico-économiques élaborées

en dehors de lui, qu'on lui propose à titre de référence et qu'inconsciemment il refuse. Beaucoup de choses sont à faire en ce domaine. Car l'économiste élabore des modèles, constitue des catalogues de références, met au point des méthodes de raisonnement pour que l'agriculteur en fasse usage.

Le développement fait penser à un mouvement qui gagne de proche en proche, et à une transmission des innovations au plus grand nombre d'exploitants. Dans ce domaine de la méthodologie du développement, les recherches sont peu avancées et la recherche devrait s'y intéresser.

Le sens du concept recherche-développement s'éclaire : ne s'agit-il pas d'organiser les recherches approfondies dans une perspective d'application généralisée des résultats obtenus ? Est-ce dans ce sens qu'est organisée la recherche socio-économique ? Dans l'industrie on y vient : lors d'un récent congrès sur la gestion prévisionnelle en industrie, un éminent chef d'entreprise disait qu'il n'était plus concevable que le bureau de recherche propose de mettre sur le marché un nouveau produit sans avoir examiné tous les problèmes que poserait sa diffusion, y compris celui de la destruction de son emballage ! La signification de cette image n'est-elle pas que le chercheur doit s'intéresser à l'application généralisée de ses travaux ?

CONTROVERSES SUR « L'ESPAGNE A L'HEURE DU DEVELOPPEMENT » (1)

Le compte rendu du numéro spécial de « Tiers-Monde », janvier 1968, paru sous ce titre et dû à D.R. Bergmann, a suscité de la part des deux auteurs cités : le Professeur Juan Velarde Fuentes de l'Université de Madrid et M. Macrino Suarez, Chargé de recherches à l'ISEA, une vive réaction. Leurs observations sont d'une dimension matérielle tellement plus importante que la recension qui les a provoquées, qu'*Economie Rurale* ne saurait les publier au titre d'un quelconque droit de réponse ; il nous est apparu cependant que ces observations apportaient des informations utiles à nos lecteurs, tant sur les réalités rurales hispaniques que sur les lignes de pensée de nos collègues.

De ce point de vue, nous publions intégralement la note du Professeur J. Velarde Fuentes et les extraits touchant au fond de la controverse de la lettre envoyée à D.R. Bergmann par M. M. Suarez. Nous tenons à remercier ces collègues de nous avoir transmis aux fins de publication ces deux documents et D.R. Bergmann d'en avoir provoqué l'établissement.

NOTE SUR UN COMMENTAIRE DE M. BERGMANN

par Juan Velarde FUENTES

Professeur à l'Université de Madrid

Il est curieux de voir comment se fait la critique d'un article qui n'a pas été lu ou n'a pas été compris. Cette méthode attire vraiment l'attention de tout homme de science.

Ce phénomène s'est réalisé avec M. Bergmann au sujet de mon essai publié à *Tiers-Monde* dans le numéro 32, octobre-décembre 1967. Le commentaire de M. Bergmann fut publié dans la revue *Economie Rurale*, n° 77, juillet-septembre 1968, pages 102-103. Voyons maintenant sur quoi je base mon affirmation.

Des 18 lignes concernant mon étude, M. Bergmann n'en consacre pas moins de cinq à critiquer le fait que je m'occupe de la *descendance* — il le dit deux fois, donc il n'y a pas d'erreur d'imprimerie — de Casanova. Il est évident que M. Bergmann, ou bien n'a pas lu mon article ou ne l'a pas compris, car croire que le tableau auquel il fait allusion concerne les *descendants* de l'aventurier vénitien donne des frissons. Dans ce tableau on trouve le Comte d'Aranda, ou le Capitaine Général de Barcelone, ou Floridablanca, plus vieux que Casanova. Non M. Bergmann, ce tableau n'est pas de *descendants*. Le tableau prétend signaler trois choses, et il n'est pas inutile de les répéter :

a) que Casanova apparaît en liaison avec une réforme agraire, celle de Sierra Morena ;

b) que cette réforme — rappelez-vous le procès de Olavide — se lia à l'activité d'un groupe anticlérical, accusé d'être franc-maçon, et

c) que l'on essaie de préciser si Casanova, agent de l'ordre franc-maçonnique, se mit en contact avec des personnages-clés tant pour cette réforme que pour les idées de transformation de la structure agraire espagnole de l'époque de l'illustration.

Il n'est donc pas question des descendants.

Les deux lignes suivantes continuent à traiter des problèmes de la franc-maçonnerie et des Bracamonte. Elles se réfèrent à une note en bas de page et sont en relation avec ma propre affirmation, simplement incidente, sur le fait que l'histoire de la franc-maçonnerie en Espagne reste, en grande partie, à élaborer. Etant donné que de la prétendue appartenance de certains à cet Ordre dérivèrent des attitudes particulières vis-à-vis des problèmes agricoles très intéressants — sans aller plus loin, le *Désamortissement* —, j'ai pensé qu'il valait la peine d'éclaircir ces questions, mais cela dans une note au bas de la page.

(1) Cf. *Economie Rurale* n° 77 - Juillet-août 1968, pp. 102-103.

Les quatre lignes suivantes parlent du fait que je mentionne la beauté des jardins de la Granja et que de là je passe aux termes d'échange agriculture-industrie pour la période 1920-1964. Là non plus, M. Bergmann n'a pas lu ou n'a pas compris mon essai. Si je parle de la Granja, c'est pour signaler, sur la base d'un cas concret, et en utilisant — je tiens à le dire — la technique de René Dumont, comment fonctionne un latifundium concret. Celui-ci se trouve entouré de microfundia bien exploités, de jardins d'usage public intéressants à cause de leur beauté artistique, et de forêts publiques. Je crois qu'il est opportun, en passant, de parler d'une telle beauté, et dans ce cadre.

Beaucoup plus loin, et sans aucun rapport avec le cas concret de la Granja, mais dans le cadre de l'évolution des prix en relation avec la poussée du protectionnisme, je me réfère à ce qui arrive aux termes d'échange agriculture-industrie.

Extrait d'une lettre de M. Macrino SUAREZ à D.R. BERGMANN

Je reconnais votre éminente connaissance des problèmes agricoles mais je me permets de vous signaler que vos réflexions — tirées sans doute de l'expérience française — ne sont pas valables pour le cas espagnol.

En effet, je relève principalement trois reproches.

Premièrement, vous me dites que je ne fournis pas une notion claire de la dimension optimale des nouvelles exploitations et même que cette notion est discutable, en tenant compte des leçons tirées de l'expérience française.

Il est évident que dans un article de caractère général qui n'avait pas d'autre but que de donner les lignes générales de ce que pourrait être une réforme agraire, je ne pouvais pas donner un critère uniforme de la dimension optimale.

Comment fixer une taille en hectares valable pour toute l'Espagne ? Les variables déterminant la dimension optimale sont trop nombreuses.

Rien qu'en Espagne on peut dénombrer au moins dix types différents d'exploitations agricoles, allant de l'agriculture subtropicale et primeurs (exemple vallée bananière de l'Orotava, Canaries) aux latifundia de l'Extramadura, en passant par les exploitations d'élevage intensif dans le Cantabrique.

En disant que la dimension optimale est celle qui — pour obtenir une production déterminée — permet pour chaque type d'exploitation une meilleure combinaison des trois facteurs de production : capital, terre et travail, j'ai voulu faire ressortir qu'il ne s'agissait pas d'un problème d'hectares, mais d'efficacité de l'exploitation. Il serait encore beaucoup moins exact et inapplicable dans la majorité des cas, de proposer — comme vous le faites dans

Les trois lignes suivantes, bien sûr, ont de la consistance. Car, bien entendu, de cette *descendance* de Casanova, de ces références isolées, selon Bergmann, à la franc-maçonnerie, et d'une allusion à la beauté des jardins de la Granja liée aux termes d'échange agriculture-industrie, ne peut surgir qu'un monstre.

5 + 2 + 4 + 3 font 14 lignes. Il reste les quatre premières consacrées à donner le titre de l'essai, le nom et le grade de l'auteur, et à dire que l'essai a un caractère historique. Je n'ai rien à objecter à cela. Mais étant donné que ce qui suit est une caricature grossière, je dois signaler que — si le reste des apports de M. Bergmann sont analogues à celui-ci — je doute beaucoup de sa valeur scientifique. J'espère qu'il n'en est pas ainsi, pour le profit de la rigueur intellectuelle qui doit caractériser toute étude publiée prétendant éclaircir des apports propres ou d'autrui (1).

vos compte rendu — un accroissement de dimension.

Cette solution, nous ne doutons pas qu'elle soit bonne pour la France, mais peut-on l'appliquer à un pays où les grandes exploitations qui représentent 55,6 % de la surface, sont pour la plupart mal cultivées ? (1).

Devrions-nous proposer un accroissement des dimensions de domaines de plus de 1 000 ha (il y en a chez nous 4 100) ou même de plus de 5 000 ha (de cette taille il y en a 397), consacrés bien souvent à la culture extensive non mécanisée du blé (ou d'autres produits bénéficiant d'un prix de soutien de la part de l'Etat) ou à l'élevage des taureaux de combat ?

Agir d'une telle manière ne serait ni possible ni préférable.

Votre deuxième reproche concerne le faire-valoir direct. Il serait déplacé et naïf de ma part de prendre une position absolue en faveur du faire-valoir direct.

(1) Je dois confesser que la première lecture m'a fait sourire. Après, me rendant compte que le prestige de *Tiers-Monde* et de l'Université où j'enseigne pouvaient y être impliqués, je l'ai pris au sérieux.

(2) Bien que l'on ne puisse savoir avec exactitude quel est le nombre de grandes exploitations mal cultivées, il existe certaines données qui permettent de considérer comme telles la majorité des grandes exploitations. En effet, d'après le dernier recensement, il existe actuellement 51.579 exploitations de plus de 100 ha, soit une superficie totale de 24.340.401 ha. Sur ce nombre il n'y a que 330.473 ha irrigués, 69.985 en voie de transformation et 12.155 irrigués par le procédé dit d'aspersion, en tout 412.613 ha ; ce qui représente 1,6 % de la superficie totale des exploitations de 100 ha et plus. Pour les terres fertilisées, le pourcentage est de 8 %, soit 1.949.999 ha. Si nous ajoutons à cela le fait que le nombre d'ingénieurs agronomes (moyenne de 1 ingénieur pour 52 grandes exploitations) est insuffisant, nous pouvons arriver à la conclusion que le niveau technique est bien loin d'être satisfaisant.

Loin de moi aussi l'intention de présenter le faire-valoir comme la forme d'exploitation parfaite et encore moins de proposer comme solution la prolifération de petits propriétaires individuels. Mais il s'agit d'un pays où la plus grande partie du produit net des exploitations va aux propriétaires, en fermages et métayages. C'est d'ailleurs là une porte ouverte à l'usure. Cette masse de fermiers et métayers se voient fermer l'accès au crédit, ne possédant pas de capitaux ; si bien que de grands propriétaires reprêtent à un taux de 15 à 20 % les crédits qu'ils obtiennent auprès des banques (2).

Là où la paysannerie cherche encore à acquérir son indépendance en s'affranchissant de la domination de propriétaires fonciers absentéistes et où l'on trouve encore deux millions de travailleurs occasionnels dépourvus de toute sécurité d'emploi, il semble évident que le faire-valoir direct est la forme d'exploitation la moins imparfaite et la seule qui puisse contribuer au plein développement de cette population agricole actuellement en marge du progrès social.

D'autant plus que le faire-valoir direct n'empêche pas le développement de l'agriculture de groupe, par la mise en communauté de la terre sous forme de coopératives qui respectent le principe de la propriété individuelle tout en lui assurant les avantages de l'association.

Enfin vous me reprochez de recommander que l'on abandonne la culture du blé dans les terres marginales, sans analyser les raisons « qui font que les agriculteurs qui cultivent les terres ne peuvent pas, dans l'Etat actuel, faire autre chose que de cultiver du blé ».

Les raisons étant politiques, j'avais considéré qu'elles sortaient du cadre de mon article. Les responsables officiels de la politique économique en Espagne, non seulement ne favorisent pas la reconversion, mais stimulent la production de blé dans les terres marginales par :

1° des prix de soutien appliqué au blé, et non aux céréales secondaires destinées au bétail ;

2° l'absence d'une information des agriculteurs démontrant les possibilités techniques de reconversion des terres marginales consacrées au blé ;

3° l'absence de formation professionnelle des agriculteurs qui les empêche d'adopter des méthodes de culture progressive.

Il n'existe donc pour les exploitants marginaux aucune incitation (pour ne pas dire qu'il existe une dissuasion) à se convertir.

Le coût du système est donc double :

1° C'est se priver des avantages de pallier non seulement aux problèmes économiques concernant le prix, le bas rendement et les excédents du blé, mais aussi au grave problème social posé par l'existence d'un million et demi de petits propriétaires qui n'arrivent pas même à subsister. Alors qu'une reconversion de la culture de céréales secondaires destinées au bétail, ou à l'élevage, semble théoriquement possible. En effet, tant l'exode rural que le changement de structure de la demande (diminution de la consommation de blé et accroissement de la consommation des produits animaux) sont autant d'éléments dynamiques qui conseillent la reconversion.

2° C'est imposer des coûts dont la contrepartie est douteuse. Car garantir le prix du blé à un niveau très élevé pour « protéger » les petites exploitations relève, à notre avis, de la démagogie. Le résultat immédiat est un niveau élevé des coûts à la consommation ; mais en outre, il y a surproduction à laquelle l'Etat remédie par l'exportation à perte : d'où coût de financement des exportations, coût de financement des importations de produits (animaux) que l'Espagne ne produit pas parce qu'elle cultive du blé, coûts qui sont couverts par voie de fiscalité indirecte essentiellement (75 % des impôts sont indirects), c'est donc encore la consommation qui paye.

Finalement c'est la volonté politique de réforme effective qui manque.

Toutes ces explications ont pu vous paraître bien longues. Je tenais à dissiper le malentendu que j'ai cru discerner dans vos propos. Malentendu qui me semble, en un mot, provenir d'une comparaison implicite et abusive avec le cas français.

(3) Revue « Orientation Economica », Madrid 9-1-1965.

Macrino SUAREZ
Chargé de Recherches
à l'I.S.E.A.

RÉPONSE A DEUX RÉPONSES

La science économique est une affaire trop sérieuse pour qu'on la traite à la légère. Le temps des économistes est trop précieux pour que l'on n'essaye pas d'éviter qu'ils le gaspillent. Le devoir des auteurs de comptes rendus bibliographiques est donc d'éclairer les lecteurs potentiels, non de tresser des couronnes aux « chers collègues ». Leurs comptes rendus doivent être suffisamment explicites et critiques.

M. Fuentes, professeur à l'Université de Madrid, dont j'avais critiqué l'étude « L'agriculture et le développement en Espagne » parue dans l'ouvrage collectif « L'Espagne à l'heure du développement » (IEDES, Collection Tiers-Monde, n° spécial, janvier 1968), a rédigé deux pages et demie pour répondre à mes dix-huit lignes. Comme la revue « Economie Rurale » applique avec beaucoup de libéralisme les lois sur le droit de réponse, elle publie ci-dessus la réplique de M. Fuentes. Usant à mon tour de ce droit, je dois dire qu'après relecture de l'article en cause, je ne trouve pas que mon analyse, brève sans doute, soit une « caricature grossière ».

J'ai voulu souligner que cet article, inséré dans un ouvrage consacré à l'« économie espagnole vue à la lumière du premier plan », consistait essentiellement en des *anecdotes* d'histoire économique n'apportant rien à l'élaboration d'une *théorie* du rôle de l'agriculture dans le développement. Sur ce point, et même si le tableau sans titre de la page 877, qui ressemble à un arbre généalogique pour le lecteur pressé, n'en est pas un — ce que je veux bien admettre — je n'ai aucune raison de modifier mon opinion.

En effet, sur 21 pages de texte, il y a, après deux pages servant d'introduction très générale (avec un grand tableau sur les niveaux de consommation dans 80 pays du monde qui est du « remplissage »), neuf pages et demie d'anecdotes historiques. La suite concerne surtout — mais non exclusivement — l'époque actuelle. Mais c'est un

mélange décousu d'observations monographiques ponctuelles, de réflexions générales, d'allusions de critique littéraire ou cinématographique.

La réponse de M. Suarez, chargé de recherches à l'ISEA, reprend longuement trois remarques que j'avais présentées dans mon compte rendu. La première concerne la notion de dimension optimale de l'exploitation. Sur ce point, je ne pense pas que les commentaires de M. Suarez infirment mes remarques qui étaient les suivantes : « nous sommes d'ailleurs de plus en plus conscients, en France, que cette notion de dimensions optimales est discutable et que, ce qu'il faut souhaiter, c'est l'accroissement des dimensions, la souplesse foncière ainsi que la fourniture, aux unités de production, d'un ensemble efficace de services ».

Il était assez clair par le contexte de cette phrase que je ne prenais pas parti contre une réforme agraire s'attaquant aux latifundia. Mais, m'appuyant sur ce que je connais des expériences de réforme agraire faites dans le monde, je soulignais que ces tentatives butaient sur plusieurs problèmes : trop petites dimensions des nouvelles unités créées, mesures à prendre pour éviter qu'elles soient trop rigides, fournitures de services d'amont et d'aval. Comme ces difficultés de la réforme agraire n'étaient guère signalées dans l'étude de M. Suarez, j'avais cru utile de les rappeler.

Il me semble que mes deux autres remarques concernant le faire-valoir direct et les motifs profonds du choix des systèmes de culture, apparaissent dans l'ensemble justifiées à la suite des réponses de M. Suarez.

Ceci posé, si je maintiens donc mes critiques, je tiens à me réjouir de ce que la revue « Economie Rurale » soit le support de discussions. La science ne peut en effet progresser si les divergences d'opinion ne s'expriment pas au grand jour.

Denis Bergmann

RIVISTA DI ECONOMIA AGRARIA

STUDI DI ECONOMIA AGRARIA, POLITICA AGRARIA,
SOCIOLOGIA RURALE

DIRETTORI

MARIO BANDINI

GIUSEPPE MEDICI

MARIO TOFANI

Anno XXIII - Fascicolo VI - 1968

SOMMARIO

M. BANDINI : <i>Indici di squilibrio nello sviluppo agricolo</i>	Pag. 3
A. PANATTONI : <i>Una indagine quantitativa sul mercato fondiario nelle provincie di Pisa e Livorno</i>	» 7
F. LECHI : <i>Stima degli impieghi dei cereali foraggeri</i>	» 35
I.E. VIRONE : <i>Vecchi e nuovi fattori nell'accelerazione dello sviluppo economico dei paesi a basso reddito</i>	» 55
G. GIORGI : <i>Sul carattere storico dell'economia agraria</i>	» 69
G.W. DEAN : <i>Una nota sulla programmazione lineare</i>	» 79
M. BANDINI : <i>Replica alla nota di G.W. Dean</i>	» 92
NOTE E COMMENTI	» 93
RASSEGNE	
M. SCOTTON : <i>Il mercato delle macchine agricole nel 1967</i>	» 101
C.B.L. WISS : <i>Osservazioni sul commercio delle arance siciliane con particolare riferimento al mercato tedesco</i>	» 119
SEGNALAZIONI	» 109

SOMMARI.

INDICE DELL'ANNATA 1968.

ISTITUTO NAZIONALE DI ECONOMIA AGRARIA

ABBONAMENTI : Italia L. 2.800 — Estero L. 5.600 — Un fascicolo L. 600
Indirizzare gli abbonamenti all'ISTITUTO NAZIONALE DI ECONOMIA AGRARIA
Via Barberini, 36 — ROMA — c.c.p. 1/2094